



## Ensemble, contre la loi du plus fort

### Discours de Christian Levrat, président du PS Suisse

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Chers et chères camarades,  
Mesdames et Messieurs les invité-e-s,  
Chers ami-e-s,

Je vous remercie d'être venus aussi nombreuses et nombreux ici aujourd'hui. Les deux jours qui nous attendent sont riches de réflexions, de débats, de surprises. Si, comme le dit notre cher ancien président Helmut Hubacher, les socialistes puisent leur énergie du courant contre lequel ils nagent, nous allons connaître une année 2019 au sommet de notre forme.

Camarades, je rentre de Berlin, d'une parenthèse de quelques jours pour tenter de comprendre ce qui arrive à la sociale-démocratie allemande. Mais j'aurais aussi bien pu à aller à Paris ou à Rome, voire même à Vienne. Nos frères et sœurs luttent tout simplement pour leur survie, pour le maintien de formations politiques de gauche, à ambition et vocation gouvernementales. Les nationalistes portent des noms différents, AFD, FPÖ, Front national, Lega, mais ce sont tous les mêmes et leurs recettes sont similaires. Attiser le mécontentement des classes populaires, affaiblir les droits et libertés fondamentales, diffamer les institutions, désigner des boucs émissaires, proclamer la nation comme seule source de réconfort. Ce sont les vieilles ficelles fascisantes. Et elles menacent de faire éclater l'Europe que nous connaissons.

Et ces incendiaires qui jouent avec la paix et la prospérité de notre continent profitent d'un contexte global de plus en plus favorable. On voit peu à peu s'installer une internationale de régimes autoritaires, climatosceptiques, populistes, démagogues. On voit la force s'imposer comme ultime horizon des relations internationales. La loi du plus fort, sur le plan militaire, sur le plan économique, sur le plan commercial, supplante peu à peu la règle de droit. La décision unilatérale se substitue aux accords multilatéraux. Le monde erre comme un funambule en bordure d'un précipice.

La victoire remportée le week-end dernier dans les urnes prend, dans ces circonstances, quelque peu dramatiques une dimension historique. Nous n'avons plus affaire à un débat technique qui porterait sur un prétendu revirement du Tribunal fédéral dans son application du droit international. Mais il s'agissait bien, comme le démontraient nos affiches de campagne qui figuraient les Trump, Erdogan et Poutine de notre monde, de décider qui du droit ou de la force devait l'emporter. Si la Suisse allait collaborer à la défense d'un ordre mondial régi par la coopération, par la recherche de solutions multilatérales à des problèmes globaux, à la réforme et aux renforcements des Nations Unies, au développement d'un langage et de règles communes pour faire face par exemple au défi climatique ou migratoire.

Le peuple a donné une réponse cinglante, et l'UDC risque de payer cher le fait d'avoir tenté d'importer chez nous des recettes inspirées du président américain.

Mais avec une semaine de recul, je dois vous dire ma stupéfaction. Les deux tiers du peuple disent OUI à une Suisse ouverte sur le monde, une Suisse qui s'engage pour résoudre avec les autres États les difficultés de notre temps. Mais les partis bourgeois n'ont visiblement rien compris au message de la population. Pour ne prendre que les deux défis principaux de notre temps, le climat et la migration, ils s'obstinent à croire que nous pourrions, seuls et surtout loin de tous, résoudre chaque problème. Comment comprendre sinon la campagne contre le pacte migratoire des Nations Unies ?

Que l'UDC s'aligne sur les mouvements identitaires, qu'elle reprenne la ligne de l'AFD, du FPÖ et des Lepenistes, passe encore. Mais que font les radicaux et le PDC dans cette galère ? Comment mieux comprendre la déliquescence des principes libéraux les plus fondamentaux qu'en lisant la NZZ d'hier, qui appelle à rejeter ce pacte ? À la fin, celui-ci sera signé par 180 états, ou quelque chose de similaire. Il manquera la Hongrie d'Orban, les États-Unis de Trump, l'Israël de Netanyaouh, et la Suisse d'Ignazio Cassis. La Suisse, dont un des ambassadeurs les plus en vue a dirigé les négociations. Ce pacte porte le drapeau de notre pays, il reprend les principes de notre politique migratoire : aide aux pays d'origine, sécurisation des routes de fuite, défense des droits fondamentaux des migrant-e-s, lutte contre l'esclavage et l'exploitation sexuelle, lutte contre les passeurs, collaboration dans l'identification des migrants, intégration rapide de ceux qui sont amenés à rester durablement dans leur pays de destination, retour des autres dans la dignité.

À mes amis du PDC et à mes collègues radicaux, naïvement embarqués dans ce combat des droites nationalistes contre ce pacte sur les migrations, simplement ces quelques mots : « nous ne gérons pas tout seuls un phénomène mondial de cette ampleur, les murs n'arrêteront jamais les espoirs – ou le désespoir – qui animent ces centaines de milliers de jeunes en quête d'un avenir meilleur, ou pour reprendre les termes de Daniel Jositsch dans le débat de jeudi dernier : les larmes que vous versez à la vue du corps d'un enfant sur une plage turque exigent de vous autre chose qu'un simple don à la chaîne du bonheur, chaque Noël. Vous avez, nous avons tous ensemble, les moyens de changer les choses, de mettre sur pied des règles qui permettent d'éviter à des milliers de famille de pleurer un fils ou une fille morte en Méditerranée. Vos gémissements devant l'UDC n'ont rien d'une gestion réaliste du défi migratoire. En refusant de soutenir ce pacte sur les migrations, vous cédez simplement à une forme d'opportunisme politique, qui creuse jour après jour davantage la tombe de nos démocraties libérales. »

Liebe Genossen und Genossinnen,

Wir werden nicht zuschauen, wie die Rechte und ihre Verbündeten unser Land in die Isolation führen. Die SP ist die einzige Partei, die in der Lage ist, Gegensteuer zu geben. Wir werden gleichzeitig für den sozialen, den ökologischen Fortschritt eintreten, und für eine offene solidarische Aussenpolitik. Denn beides geht zusammen.

Den Klimaschutz muss international stattfinden, und die Schweiz muss dabei eine Voreiterrolle einnehmen. Der Klimawandel und damit die Häufung von extremen Wetterlagen und Naturkatastrophen beschäftigen die Leute in der Schweiz ebenso wie in anderen Ländern. Wir haben der Energiestrategie 2050 zugestimmt, die den Umstieg auf erneuerbare Energien

umsetzt. Gegen die SVP und breite Teile der FDP. Und wir werden alles tun, um den Kampf gegen die weltweite klimatische Krise zu intensivieren. Gegen Trump. Gegen Bolsonaro.

Im sozialen Bereich ist die Lage sehr ähnlich. Der Öffnungskurs der Schweiz gegenüber der europäischen Union muss zu einer Stärkung der sozialen Schutzmassnahmen führen, nicht zu ihrer Schwächung. Diejenigen, die heute bereit sind, die Lohnschutzmassnahmen zu opfern, um einen hypothetischen Rahmenvertrag abzuschliessen, sind politische Hasardeure. Die Bevölkerung wird – meines Erachtens zu Recht – niemals einen Vertrag mit der EU unterstützen, wenn dadurch dem Lohndumping Tür und Tor geöffnet werden. Die SP war immer dafür, ein Rahmenabkommen abzuschliessen, das unsere Beziehung zu Europa stabilisiert und die Löhne und Arbeitsbedingungen in der Schweiz schützt. Wenn der Bundesrat ein entsprechendes Abkommen vorlegt, dann hat er unsere volle Unterstützung.

Die Flankierenden Massnahmen und die Bilateralen Verträge gehen aber Hand in Hand. Das eine geht nicht ohne das andere. In der Europapolitik braucht es eine soziale Abfederung. Das haben unterdessen sogar die Arbeitgeber verstanden. Vor diesem Hintergrund wäre es sinnlos, mit dem Kopf durch die Wand zu wollen. In der gegenwärtigen Form fände das Abkommen wohl weder im Parlament noch in der Bevölkerung eine Mehrheit. Gerade weil wir an die europäische Integration der Schweiz glauben, müssten wir im Falle einer Schwächung des Lohnschutzes die Handbremse ziehen.

Um es klar zu sagen: wenn der Bundesrat unter der Federführung von Ignazio Cassis einen Vertrag auf Kosten der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer abschliessen will, werde ich unserer Partei vorschlagen, diesen abzulehnen. Und falls nötig, sogar mit einem Referendum zu bekämpfen.

Und das nicht etwa, weil ich mich von der europäischen Integration distanzieren will. Im Gegenteil. Die Europäische Union hat Europa einen nie dagewesenen Wohlstand gebracht. Sie hat für Frieden und Stabilität auf unserem Kontinent gesorgt. Die Schweiz sollte hier dabei sein. Die SP ist pro-europäisch, mehr denn je. Ich reise noch diese Woche mit einigen Genossinnen und Genossen, die hier im Saal sind, zum Kongress der SPE, der Sozialdemokratischen Partei Europas, in Lissabon, unter anderem, um die Aufnahme der SP Schweiz als Vollmitglied der SPE voranzutreiben.

Es ist aber eine gefährliche Illusion, zu glauben, dass wir die Schweiz enger an die EU binden können, ohne gleichzeitig gezielte flankierende Massnahmen auszubauen. Europa- und Sozialpolitik müssen im Gleichschritt vorankommen. Wir haben die höchsten Löhne in Europa. Wir haben eine der höchsten Zuwanderungsraten in Europa. Und genau darum brauchen wir die wirksamsten Lohnschutzmassnahmen in Europa.

Gerade weil ich ein überzeugter Pro-Europäer bin, muss ich heute in aller Klarheit sagen, dass eine Schwächung des Lohnschutzes zu einem Scheitern des Rahmenabkommens führen wird. Niemandem – den Sozialdemokraten in der EU und in der Schweiz am wenigsten –, absolut niemandem ist geholfen, wenn die Bevölkerung unseres Landes in einer Volksabstimmung diesen Rahmenvertrag ablehnt.

Liebe Genossen und Genossinnen,

Wir werden nicht zuschauen, wie die Rechte und ihre Verbündeten unser Land in die Isolation führen. Die SP ist die einzige Partei, die in der Lage ist, Gegensteuer zu geben. Wir werden gleichzeitig für den sozialen, den ökologischen Fortschritt eintreten, und für eine offene solidarische Aussenpolitik. Denn beides geht zusammen.

Den Klimaschutz muss international stattfinden, und die Schweiz muss dabei eine Voreiterrolle einnehmen. Der Klimawandel und damit die Häufung von extremen Wetterlagen und Naturkatastrophen beschäftigen die Leute in der Schweiz ebenso wie in anderen Ländern. Wir haben der Energiestrategie 2050 zugestimmt, die den Umstieg auf erneuerbare Energien umsetzt. Gegen die SVP und breite Teile der FDP. Und wir werden alles tun, um den Kampf gegen die weltweite klimatische Krise zu intensivieren. Gegen Trump. Gegen Bolsonaro.

Im sozialen Bereich ist die Lage sehr ähnlich. Der Öffnungskurs der Schweiz gegenüber der europäischen Union muss zu einer Stärkung der sozialen Schutzmassnahmen führen, nicht zu ihrer Schwächung. Diejenigen, die heute bereit sind, die Lohnschutzmassnahmen zu opfern, um einen hypothetischen Rahmenvertrag abzuschliessen, sind politische Hasardeure. Die Bevölkerung wird – meines Erachtens zu Recht – niemals einen Vertrag mit der EU unterstützen, wenn dadurch dem Lohndumping Tür und Tor geöffnet werden. Die SP war immer dafür, ein Rahmenabkommen abzuschliessen, das unsere Beziehung zu Europa stabilisiert und die Löhne und Arbeitsbedingungen in der Schweiz schützt. Wenn der Bundesrat ein entsprechendes Abkommen vorlegt, dann hat er unsere volle Unterstützung.

Die Flankierenden Massnahmen und die Bilateralen Verträge gehen aber Hand in Hand. Das eine geht nicht ohne das andere. In der Europapolitik braucht es eine soziale Abfederung. Das haben unterdessen sogar die Arbeitgeber verstanden. Vor diesem Hintergrund wäre es sinnlos, mit dem Kopf durch die Wand zu wollen. In der gegenwärtigen Form fände das Abkommen wohl weder im Parlament noch in der Bevölkerung eine Mehrheit. Gerade weil wir an die europäische Integration der Schweiz glauben, müssten wir im Falle einer Schwächung des Lohnschutzes die Handbremse ziehen.

Um es klar zu sagen: wenn der Bundesrat unter der Federführung von Ignazio Cassis einen Vertrag auf Kosten der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer abschliessen will, werde ich unserer Partei vorschlagen, diesen abzulehnen. Und falls nötig, sogar mit einem Referendum zu bekämpfen.

Und das nicht etwa, weil ich mich von der europäischen Integration distanzieren will. Im Gegenteil. Die Europäische Union hat Europa einen nie dagewesenen Wohlstand gebracht. Sie hat für Frieden und Stabilität auf unserem Kontinent gesorgt. Die Schweiz sollte hier dabei sein. Die SP ist pro-europäisch, mehr denn je. Ich reise noch diese Woche mit einigen Genossinnen und Genossen, die hier im Saal sind, zum Kongress der SPE, der Sozialdemokratischen Partei Europas, in Lissabon, unter anderem, um die Aufnahme der SP Schweiz als Vollmitglied der SPE voranzutreiben.

Es ist aber eine gefährliche Illusion, zu glauben, dass wir die Schweiz enger an die EU binden können, ohne gleichzeitig gezielte flankierende Massnahmen auszubauen. Europa- und Sozialpolitik müssen im Gleichschritt vorankommen. Wir haben die höchsten Löhne in Europa.

Wir haben eine der höchsten Zuwanderungsraten in Europa. Und genau darum brauchen wir die wirksamsten Lohnschutzmassnahmen in Europa.

Gerade weil ich ein überzeugter Pro-Europäer bin, muss ich heute in aller Klarheit sagen, dass eine Schwächung des Lohnschutzes zu einem Scheitern des Rahmenabkommens führen wird. Niemandem – den Sozialdemokraten in der EU und in der Schweiz am wenigsten –, absolut niemandem ist geholfen, wenn die Bevölkerung unseres Landes in einer Volksabstimmung diesen Rahmenvertrag ablehnt.

Genossen und Genossinnen,

Diese Legislatur war schwierig. Damit sich etwas ändert, braucht es neue Mehrheiten in Bern. Das nächste Parlament wird die Geschicke der Schweiz in den kommenden Jahren entscheidend prägen. Die Parlamentswahlen im Herbst 2019 sind deshalb entscheidend für die Zukunft der Schweiz. 2015 haben FDP und SVP im Nationalrat eine absolute Mehrheit von 101 Sitzen errungen. Diese nutzen sie gezielt dafür, ihre Politik durchzudrücken – sowohl im Parlament wie auch im Bundesrat, wo sie sich eine Mehrheit von vier der sieben Sitze gesichert haben.

Die Krankenkassenprämien steigen. Steuerprivilegien gibt es bloss für diejenigen, die es am wenigsten nötig haben. Die rechtsbürgerliche Mehrheit verhindert wirksame Massnahmen für Lohngleichheit und für die Gleichstellung von Frau und Mann. Sie attackiert den Service public, die staatlichen Institutionen und den Rechtsstaat. Sie torpediert effiziente Massnahmen zum Klimaschutz. Und sie greift die flankierenden Massnahmen zu den bilateralen Verträgen an, die unsere Schweizer Löhne und Arbeitsbedingungen schützen.

Die SP schafft es zwar, dagegenzuhalten – vor allem dank unserer direkten Demokratie. Die Anliegen von Gleichheit, Mitbestimmung und Solidarität sind die Anliegen von vielen. So haben sich die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger seit dem Rechtsrutsch von 2015 immer wieder gegen die rechtsbürgerliche Politik gewehrt. Sie haben die Energiestrategie 2050 unterstützt, und damit den Weg für erneuerbare Energien geebnet. Sie haben die skandalöse Unternehmenssteuerreform III abgelehnt. Und sie haben die No-Billag-Initiative, diesen Angriff auf den Service public im Medienbereich, an den Absender zurückspediert.

2019 wollen wir das ändern. Wir brauchen eine starke SP, um die Macht des Stärkeren zu bekämpfen. Nur so können wir in wichtigen Bereichen wie der Gesundheitspolitik, dem Arbeitsmarkt, der Gleichstellung oder der Klimapolitik Veränderungen zu Gunsten von uns allen umsetzen. Die Geschichte zeigt, dass die grossen Errungenschaften der Schweiz nicht mit der Macht des Stärkeren erreicht wurden, sondern mit Zusammenarbeit und Solidarität. Man denke an die AHV, das Bildungswesen oder den Service public.

Unsere Vision für die Schweiz ist das Gegenteil der „Macht des Stärkeren“. Gemeinsam setzen wir uns ein für ein gutes Leben für alle. Unabhängig davon, wo wir arbeiten und wie wir leben, ob wir schon immer hier gelebt haben oder neu zugezogen sind: Wir wollen zusammen leben und nicht gegeneinander. Wir wollen mit der Natur leben, nicht gegen sie. Der Motor unserer Politik sind nicht Profitinteressen, sondern die Bedürfnisse und Anliegen der vielen.

Die rücksichtslose Machtpolitik des Rechtsblocks führt uns in eine Sackgasse. Die Schweiz braucht mehr Gerechtigkeit, Zusammenarbeit und Solidarität. Dafür steht die SP ein. Und zwar

mit drei konkreten Projekten, mit denen wir unser Land gerechter, nachhaltiger und bereit für die Zukunft machen können. Um diese Projekte umsetzen zu können, brauchen wir neue Mehrheiten.

### **1. Ein Ausbildungsplatz für alle**

Die offiziellen Arbeitslosenzahlen sind tief, aber das täuscht. Nimmt man Sozialhilfebeziehende und Ausgesteuerte hinzu, suchen 250'000 Menschen in der Schweiz eine Arbeit. Weitere 300'000 arbeiten Teilzeit, möchten aber gerne mehr arbeiten. Jeden Tag hören wir die empörenden Geschichten von Menschen über 55, die ihre Arbeit verlieren und danach keine mehr finden. Wir sehen auch die Schwierigkeiten der Jungen, die oft trotz guter Ausbildung keinen Zugang zum Arbeitsmarkt finden. Viele Migrantinnen und Migranten haben keine Arbeit, da sie nur über ungenügende Sprachkenntnisse oder nicht über die verlangte Ausbildung verfügen. Gleichzeitig beklagen sich viele Unternehmen darüber, dass es an qualifizierten Arbeitskräften mangelt. Die Digitalisierung der Arbeitswelt verschärft dieses Problem zusätzlich: Viele Menschen werden in die Langzeitarbeitslosigkeit gedrängt.

Für die SP ist klar: Alle Menschen haben das Recht auf eine bezahlte Arbeit. Es kann nicht sein, dass das Rentenalter immer weiter erhöht werden soll, während viele ältere Menschen arbeitslos sind und immer wieder Junge den Berufseinstieg nicht schaffen. Eine zentrale Rolle spielt dabei die Ausbildung.

Wir fordern für jeden Menschen in der Schweiz das Recht auf Berufsbildung respektive Weiterbildung. Nicht zuletzt für die Finanzierung der AHV brauchen wir gut qualifizierte Berufstätige in jedem Alter. Die SP steht für eine Schweiz, wo jeder und jede einen Platz findet. Das ist eine Frage der Würde. Wir wollen, dass möglichst viele Leute im Alter zwischen 16 und 65 Jahren ihren Lebensunterhalt mit eigener Arbeit finanzieren können. Es kann nicht sein, dass Menschen, die arbeiten können und wollen, am Schluss bei der Sozialhilfe landen – seien es Menschen über 50, Migrantinnen und Migranten oder auch Menschen mit Behinderung. Ausbildung für alle ist eine Frage der Würde, aber es ist auch eine ökonomische Frage: Alle sollen die Möglichkeit haben, ihren Lebensunterhalt selber zu verdienen!

Die SP verlangt deshalb, dass alle Menschen in der Schweiz das Recht auf eine aktuelle Berufsausbildung haben. Falls nötig, müssen die Auszubildenden – und zwar in jedem Alter – mit Stipendien unterstützt werden. Diese sollen über einen Aus- und Weiterbildungsfonds des Bundes finanziert werden: Unternehmen, die nicht oder zu wenig ausbilden, zahlen einen Betrag in einen solchen Fonds ein.

### **2. Für tiefere Krankenkassenprämien**

Die rechtsbürgerliche Mehrheit sieht im Gesundheitswesen primär ein Geschäftsfeld für Milliardengewinne: Wachstum um jeden Preis – bezahlen soll gefälligst die Bevölkerung. Die SP hingegen findet, dass das Gesundheitswesen effizient und gleichzeitig gerecht organisiert werden muss. Es hat dem Allgemeinwohl zu dienen und nicht der Bereicherung einiger weniger.

Für viele Haushalte sind die Krankenkassenprämien zu einer unerträglichen Last geworden. Dies gilt besonders für Familien, die gerade ein wenig zu viel verdienen, um Prämienverbilligungen zu erhalten. Der jährliche Prämienanstieg reduziert das verfügbare Einkommen der Mittelschicht. Dies geht auf Kosten der alltäglichen Ausgaben für Essen, Wohnen, oder auch Ferien und Kultur.

Die SP will die Prämienlast deshalb auf maximal 10 Prozent des verfügbaren Einkommens senken. Dies ist eine Notwendigkeit, keine Träumerei. Wir wollen lediglich das Versprechen einhalten, das vom Bundesrat bei der Einführung des Krankenkassengesetzes gemacht worden ist. Der mehrheitlich links regierte Kanton Waadt hat den Schritt schon gemacht: Dort werden die Prämien ab 2020 auf zehn Prozent des verfügbaren Einkommens begrenzt.

Wir werden dieses Wochenende nun eine entsprechende Volksinitiative diskutieren und – so hoffe ich – verabschieden, damit wir im kommenden Frühling loslegen können.

Wenn die Krankenkassenprämien eines Haushalts die 10-Prozent-Grenze überschreiten, sind Bund und Kantone in der Pflicht, die Differenz zu übernehmen. Das ist auch sozialer: Denn diese Kostendeckung geschieht mit Steuergeldern und nicht mit unsozialen Kopfprämien.

Im Unterschied zur rechtsbürgerlichen Mehrheit wollen wir keine Zweiklassenmedizin. Die Qualität der Behandlungen darf nicht sinken, die Behandlungsmöglichkeiten dürfen nicht eingeschränkt werden. Denn die Bevölkerung zahlt über Krankenkassenprämien, Steuern und Rechnungen bereits jedes Jahr 80 Milliarden ins Gesundheitssystem ein. Für dieses Geld haben wir das Recht auf gute Behandlung. Wir können die Qualität der Gesundheitsvorsorge auch dann aufrechterhalten, wenn wir auf unnötige Behandlungen verzichten und übertrieben hohe Löhne von Ärztinnen oder Krankenkassenmanagern kürzen. Die Nachfrage wird nicht zurückgehen – im Gegenteil. Wir werden immer älter, behalten aber alle das Recht auf anständige medizinische Versorgung.

### **3. Kein Geld mehr für Öl**

Die Erhitzung unseres Planeten ist die grösste Bedrohung, der sich die Menschheit heute gegenüber sieht: ökologisch, ökonomisch und sozial. Die rechtsbürgerliche Mehrheit im Parlament verweigert sich dieser Einsicht. Die SVP wollte sogar die Ratifizierung des Abkommens von Paris verhindern – gemeinsam mit dem Klimaleugner Donald Trump.

Der Bundesrat hat es sogar gewagt, ein Gesetz vorzulegen, welches die Anstrengungen gegen die Klimaerwärmung halbiert. Was wir tun müssen, ist das genaue Gegenteil: Wir müssen den ökologischen Umbau vorantreiben und den CO<sub>2</sub>-Ausstoss auf null reduzieren. Wenn wir bei den Wahlen die rechte Dominanz im Parlament brechen, können wir in diese Richtung arbeiten: Förderung erneuerbarer Energien, rasche Elektrifizierung des Fahrzeugparks und Beschleunigung von mieterfreundlichen Gebäudesanierungen. Wir müssen in der Schweiz investieren statt Öl importieren. Denn die Rechnung für fossile Rohstoffe beläuft sich jedes Jahr auf rund 10 Milliarden Franken, welche nicht in unsere eigene Wirtschaft fliessen. In Zukunft wollen wir kein Geld mehr für Öl ausgeben. Dafür stehen wir an der Spitze des technischen Fortschritts und schaffen Arbeitsplätze.

Ein weiteres Problem, das eine enorme Hebelwirkung hat: Der Schweizer Finanzplatz ist von Erdöl durchtränkt – nicht nur im Handelsbereich, sondern auch bei den Investitionen. Die Pensionskassen, Banken und Anlagefonds investieren im grossen Stil in fossile Energien. Das ist ein Risiko sowohl für das Klima wie für die Wirtschaft. Die SP will einen klimafreundlichen und transparenten Finanzplatz. Bis spätestens 2025 dürfen keine Projekte zur Förderung von Kohle, Erdöl und Erdgas mehr finanziert werden.

Die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger haben der Energiestrategie 2050 zugestimmt. Wir wollen diesen Weg weitergehen. 2025 investiert der Finanzplatz Schweiz nicht mehr in fossile

Energien. Und spätestens 2045 importiert unser Land den letzten Tropfen Öl. Um dieses Ziel zu erreichen, müssen wir in die Modernisierung unserer Infrastruktur investieren. Und zwar massiv.

Camarades,

Nous allons également utiliser les mois qui nous séparent des élections fédérales pour dire notre colère face aux inégalités qui subsistent entre homme et femmes. Pour dire qu'il n'est pas tolérable que le parlement refuse d'agir alors que persistent des disparités criantes dans la représentativité politique, des inégalités salariales intolérables et des comportements sexistes inadmissibles au XXI<sup>e</sup> siècle.

En matière de représentation politique, le Parti socialiste fait mieux que les autres : parité au Conseil fédéral, depuis 1993, parité au Conseil national et forte croissance du nombre de femmes élues lors des dernières législatures, quasi-parité dans les gouvernements cantonaux. Et au Conseil des États : nous avons, seuls, davantage d'élues femmes que tous les autres partis réunis. Nous devons nous battre cette année pour garder cette position de leader, le parti socialiste est le parti de l'égalité, à nous de le prouver, canton après canton, en cette année électorale.

Mais camarades, notre rôle ne se limite pas à la promotion de l'égalité politique. Nous devons hausser, tous ensemble, le ton pour transformer dans la réalité notre exigence d'égalité salariale, pour faire entrer dans nos foyers l'égalité face aux tâches ménagères et éducatives, pour garantir que nos fils et nos filles vivent au quotidien dans un climat de respect mutuel.

C'est à raison que monte la colère des femmes, c'est à raison que montent les appels en faveur d'une grève des femmes le 14 juin prochain. Et permettez-moi de le dire clairement, comme homme et peut-être aussi, et surtout en fait, parce que je n'ai pas la réputation d'être un grand féministe : ce combat nous concerne toutes et tous, hommes et femmes. Il ne peut être délégué à personne. Et il est au cœur de notre engagement politique pour la dignité, pour une société où nous pouvons vivre tranquillement, les uns avec les autres, en sachant que chacun aura une place à table et sera respecté dans son identité et ses différences. Ce combat des femmes pour l'égalité des salaires, ce combat des femmes pour être respectées dans la rue, ce combat des femmes pour une juste représentation politique, ce combat des femmes pour occuper toute leur place dans l'économie, ce combat c'est le nôtre, camarades, celui du Parti socialiste tout entier, et celui de chacun et de chacune dans cette salle.

Alors, utilisons les mois qui nous séparent encore de juin et de la grève des femmes pour faire entendre cette revendication, pour porter cette aspiration à l'égalité et au respect.

Camarades,

Une rude campagne électorale nous attend. Nous n'avons pas été emportés par la vague qui submerge la sociale-démocratie européenne. Peut-être parce que nous n'avons jamais succombé à la douce tentation de la troisième voie, si chère aux Schröder et autres Tony Blair. Probablement parce que nous avons toujours mis les soucis concrets de nos compatriotes au cœur de notre engagement politique. À l'image des quatre promesses que nous mettons au cœur de la campagne de 2019 : une formation pour chacun, qu'il s'agisse d'une jeune

migrante ou d'un senior écarté du marché du travail. Pas de primes d'assurance-maladie supérieures à 10 % du revenu d'un ménage. Plus un centime pour l'industrie pétrolière à l'horizon 2025. Et l'égalité entre femmes et hommes.

Mais si nous avons su résister, nous appuyer sur la démocratie directe pour empêcher le démantèlement de nos assurances sociales, pour faire obstacle à la privatisation de nos services publics, ou pour garantir l'équilibre de notre système fiscal, nous devons permettre aux forces progressistes de reprendre la majorité dans ce pays, nous devons renvoyer dans leurs pénates les représentant-e-s de cette majorité incapable de répondre aux défis de l'heure, paralysée à l'idée de collaborer avec nos voisins pour résoudre les défis climatiques, sociaux et migratoires.

La législature écoulée est une législature perdue. Mais ne vous faites aucune illusion, nos concurrent-e-s politiques investiront des millions pour conserver leur influence. Et nous allons répondre à ces millions de francs par un engagement humain plus fort encore. Tous dans cette salle sentent bien que les élections à venir, en Suisse comme ailleurs en Europe ou dans le monde, seront décisives pour l'avenir de nos sociétés. Nous ne sommes plus à l'époque où les partis se battaient pour obtenir quelques pour cent supplémentaires. Nous sommes entrés dans un combat contre les nationalismes et les populismes, contre les agitateurs de peurs.

Comme moi, vous craignez de voir se lever les vieux fantômes de l'Europe, comme moi, vous sentez bien que les choses prennent partout une tournure inquiétante, qu'il flotte dans l'air comme un parfum d'années trente. Mais comme moi, et sinon, vous ne seriez pas là ce week-end, vous êtes décidés à résister. À défendre pied à pied notre conviction que la loi qui protège doit l'emporter sur la force brute, que la solidarité entre nous est plus forte que leurs haines, que la Suisse sociale, libérale, moderne et ouverte au monde peut et doit être défendue contre celles et ceux qui ne voient de salut qu'entre les quatre murs du réduit national. Et si comme moi vous êtes prêts à donner dans l'année qui vient tout votre temps, toute votre énergie, toute votre force pour une Suisse plus chaleureuse et plus humaine, alors nous l'emporterons. Alors en Suisse au moins, nous ferons refluer cette vague populiste, alors nous prendrons des mesures enfin efficaces contre le réchauffement climatique, alors nous protégerons les salarié-e-s fragilisés, alors nous établirons un système de santé équitable, alors nous garantirons l'égalité et le respect pour nos mères et nos filles.

Camarades, nous avons pris la mesure des enjeux de l'année à venir. Et que personne ne s'y méprenne : nous sommes prêts et nous battons avec la dernière énergie pour une Suisse sociale, écologique et ouverte.